

Copie verte

s.C.41.103.3.(21)
s.C.41.Am.100.0. - ZW/hz
s.C.41.Am.133.0.

Berne, le 24 mai 1974.

CONFIDENTIEL

N o t e

Visite de M. Burns à Berne
le 14 mai 1974

1. Pétrole

M. Burns a discuté de ce problème avec une certaine passion. Il estime que la situation est "unmanageable" après les hausses de prix intervenues en janvier 1974. C'est pourquoi il faut absolument obtenir une diminution de ces prix. A cet effet, M. Burns pense que la création d'un cartel des pays consommateurs est nécessaire pour négocier valablement avec les pays producteurs de pétrole. Au cas où ces derniers se refuseraient à entrer dans les vues des pays consommateurs industrialisés, le recours à des sanctions pourrait s'avérer nécessaire. Questionné sur le genre de sanctions qu'il avait à l'esprit, M. Burns a dit qu'il pensait à des taxes sur les exportations vers les pays arabes. Les interlocuteurs suisses, tout en pensant que la baisse des prix était souhaitable, ne croient pas à l'efficacité des sanctions qui pourraient être prises. M. Burns a, par ailleurs, fortement critiqué les Européens pour avoir torpillé la Conférence de Washington sur l'énergie, en février 1974. M. Burns estime qu'avec la nouvelle constellation en Europe (Schmidt - Giscard d'Estaing) la chose pourrait être reprise sur une base meilleure.

./.

2. Situation économique aux Etats-Unis

M. Burns est assez optimiste sur l'évolution du taux d'inflation aux Etats-Unis. Il pense que ce taux pourrait tomber aux environs de 6 % vers la fin de l'année. A l'appui de cet espoir, il fait valoir qu'il n'a jamais rencontré autant de compréhension pour sa politique monétaire restrictive auprès du Parlement et l'opinion publique. C'est pourquoi il faut s'attendre à une poursuite de cette politique monétaire restrictive dans les mois à venir.

3. Or

Il ressort, bien que de manière pas très précise, des dires de M. Burns que les Etats-Unis vont être un peu moins rigides sur la question de l'or car ils se rendent compte que la pression européenne s'accroît et que la situation de certains pays, comme l'Italie, est désespérée s'ils ne peuvent mobiliser la totalité de leurs réserves - or compris - pour financer leur déficit courant. Questionné sur l'hypothèse d'un collatéral impliquant, dans les opérations de financement à l'Italie, un recours à l'or à un prix proche du marché, M. Burns a dit que les Etats-Unis pourraient l'admettre. Ils s'efforceront néanmoins que la question soit débattue au FMI et non pas régionalement.

Service économique et financier


J. Zwahlen